



Le Monde

Les candidats à la présidentielle promettent une police plus nombreuse et plus proche

Par Julia Pascual

150417 à 12h00

Les programmes des prétendants à l'Élysée prônent l'augmentation des effectifs et le retour des policiers sur le terrain, mais une vision globale fait défaut. Comparaison.

La campagne présidentielle n'aura pas vu les candidats se démarquer sur les questions de sécurité. *« C'était déjà le cas en 2012 mais, par rapport à la campagne de 2002 et à celle de 2007, le sujet est nettement moins présent, confirme Jacques de Maillard, directeur adjoint du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip). De toute façon, l'actuelle campagne est très peu sur le fond. »* A cause des affaires, mais pas seulement. La convergence idéologique sur le sujet entre les partis de gouvernement de gauche et de droite y contribue. *« Ce sont plutôt les enjeux internationaux ou économiques qui distinguent les candidats. La sécurité n'est pas associée à des différences fortes, poursuit Jacques de Maillard. Aucun des candidats n'a fait le choix de la mettre au cœur de sa campagne. »*

Le porte-parole du Syndicat des cadres de la sécurité intérieure (officiers), Christophe Rouget, abonde : *« Il y a un consensus mou sur la sécurité avec, ici ou là, de bonnes mesures. Mais on aurait besoin d'avoir des idées un peu plus réformatrices. »* Le politologue Sebastian Roché, chercheur au CNRS, appuie : *« On discute plus des volumes de ressources que des finalités du système. »* La plupart des candidats s'accordent en effet pour promettre des effectifs, même si la jauge varie de 5 000 à 15 000 recrutements. De Marine Le Pen à Emmanuel Macron en passant par Jean-Luc Mélenchon, la plupart souhaitent aussi affecter en priorité ces moyens à la sécurité publique, c'est-à-dire à la patrouille de terrain.

Tonalité accusatoire

Mais pour Philippe Capon, d'UNSA-Police, troisième syndicat de gardiens de la paix, une véritable doctrine fait défaut : *« On est passé de la police de proximité à une police du tout-répressif avec Nicolas Sarkozy. Aujourd'hui, on n'a pas de doctrine très claire sur l'emploi de la police »,* dit-il. Même regret chez Jean-Claude Delage, d'Alliance, premier syndicat de gardiens de la paix : *« Il y a une absence de vision globale sur la sécurité. »*

Un constat à relativiser si l'on tient compte de la réapparition dans le débat public et certains programmes, à l'exception notable de ceux de Marine Le Pen et de François Fillon, de la question des rapports entre la police et la population, poussée par l'affaire d'Aulnay-sous-Bois. « *Entre 2002 et 2007, la gauche a eu peur de prononcer les mots "police de proximité"* », se souvient Sebastian Roché. Aujourd'hui, c'est cette police que veut rétablir Benoît Hamon en même temps qu'il souhaite expérimenter le récépissé de contrôle d'identité « *pour lutter contre les contrôles au faciès* ». M. Macron promet lui aussi une « *police de sécurité quotidienne* » et la généralisation des caméras-piétons « *pour enregistrer les contrôles d'identité* ». M. Mélenchon est celui qui va le plus loin : il veut « *remettre sur pied une réelle police de proximité* », promet « *la fin de la politique du chiffre et la suppression des primes aux résultats* » et, notamment, « *la mise en place du récépissé de contrôle d'identité* ».

Céline Berthon, du Syndicat des commissaires de la police nationale, regrette que « *la question [soit] appréhendée de manière caricaturée, avec chez certains une tonalité très accusatoire* », comme lorsque M. Mélenchon souhaite le démantèlement des brigades anticriminalité (BAC), l'interdiction du Taser, du Flash-Ball et des grenades de désencerclement, à l'image de ce que prévoit aussi le programme de Philippe Poutou, en plus du « *désarmement de la police française* ». Enfin, elle regrette que la simplification de la procédure pénale – évoquée dans les programmes de M. Fillon et M. Macron – ne soit « *pas suffisamment prise en compte* ». Ce sujet, à l'origine d'une grogne persistante au sein des services de police judiciaire, « *doit être un chantier du futur président* », croit-elle.

Par Julia Pascual